



«Fumées noires et gilets jaunes»

Un édito et deux articles extraits du n° 13 de la revue Z

« Fumées noires et gilets jaunes » (édito)

Revue Z

Est-il sage de sortir dans la rue ? Faut-il fuir la ville ? Quel type de masque est le plus efficace ? Est-on une « personne à risque » ? Où sont les tests qui permettraient d'évaluer la situation ? La vie d'hier va-t-elle reprendre son cours ou sera-t-elle changée à jamais ? Autant de questions posées par la pandémie de covid-19 au printemps 2020, qui furent éprouvées à Rouen quelques mois plus tôt.

Le 26 septembre 2019, au petit matin, un épais nuage noir plane au-dessus de la ville : l'usine de Lubrizol, bourrée de produits chimiques, est en feu. Les rues sont désertes ou presque. Personne ne connaît précisément les conséquences de ce qui est en train de se passer, à commencer par les autorités qui, pourtant, n'hésitent pas à « rassurer » au mépris de la réalité. Quinze jours après, nous sommes une dizaine à débarquer à Rouen pour quelques semaines afin d'y mener une enquête collective. Comme la pandémie de covid-19, liée à la déforestation, à l'urbanisation galopante et aux flux mondialisés, Lubrizol représente à sa manière le primat de la société de consommation sur la préservation de milieux de vie habitables. Et à l'heure du danger, les inégalités sociales explosent : les nantis·es s'exilent dans leur maison de campagne, tandis que les plus démunis·es sont culpabilisés·es et surexposés·es. Le maintien de l'ordre économique reste une priorité qui n'est remise au second plan, quand elle l'est, qu'une fois qu'il est déjà trop tard.

Enfin, ces événements se font écho par ce qu'ils nous disent des effets massifs et invisibilisés de la pollution sur notre santé. Produite en large partie par l'industrie pétrochimique, elle tue «en temps normal» plusieurs millions de personnes par an dans le monde et est l'une des explications à l'explosion des cancers et des maladies chroniques comme l'obésité, l'asthme ou encore le diabète. Des maladies qui s'avèrent justement faire partie des «facteurs de comorbidité» des victimes du covid-19. Or, si les gouvernants sont aujourd'hui capables d'assigner à résidence des milliards d'individus pendant des mois, il ne faudra probablement compter que sur nos forces pour imposer l'interdiction des substances cancérigènes, toxiques et mutagènes dans les chaînes de production ou encore le démantèlement progressif de toutes ces usines que le chaos climatique rend littéralement explosives. Pour donner corps à ces luttes à venir, écoutons les voix de révoltés de Lubrizol, celle d'une chercheuse qui fait reconnaître les maladies professionnelles face à l'impunité du patronat, celles de «gens du voyage» qui luttent pour un logement digne, celle d'un inspecteur du travail déterminé ou encore celles d'intérimaires de la chimie et de la logistique en gilet jaune.

Car nous ne voulons pas choisir entre la santé et la liberté, au moment où nous risquons de perdre les deux.

*Bésignan, Lausanne, Lille, Lyon, Malhaussette, Montreuil,
Roussayrolles, Saint-Denis et Toulouse, le 16 avril 2020*

2h40

Onze semaines d'enfumage made in Lubrizol

Naïké Desquesnes

Alors qu'un incendie ravage l'un des fleurons de l'industrie chimique, Jérôme cuisine avec sa mère, Violette discute devant sa caravane, Jeanne fuit la ville, Christophe conduit son bus. Et Pierre-André le préfet veille tant bien que mal à ce que tout aït l'air normal.

Sam

Jeudi 26 septembre 2019, 2h40. Sam, pompier de son état, sort de sa torpeur nocturne. À la faveur des néons du vestiaire du centre d'incendie et de secours de Sotteville-lès-Rouen, il enfile précipitamment sa combinaison et prépare le matériel, comme tous ses collègues d'astreinte cette nuit-là. Un gardien de la zone industrielle vient d'appeler pour signaler un départ de feu chez Lubrizol, une usine Seveso seuil haut pleine à craquer d'huiles et de lubrifiants chimiques. Les camions vrombissent sur le boulevard et douze minutes plus tard, à **2h52** exactement, les voilà qui franchissent l'enceinte de l'immense complexe industriel. L'ampleur des flammes saisit Sam, qui s'empresse d'installer son tuyau sur une première borne d'incendie, avant d'apprendre qu'elle n'est pas alimentée. Puisqu'il n'est pas sous les fumées, Sam se couvre la bouche d'un simple masque en papier. Les pompiers n'ont de toute façon pas apporté de quoi recharger les ARI, appareils respiratoires

isolants, que portent les employés de Lubrizol qui s'affairent déjà sur les lieux. À **3h12**, deux lances-canon sont enfin prêts à arroser le hangar d'enfûtage A5 en feu. Ce dernier abrite au moins 5 000 tonnes de produits combustibles. Sam ne connaît pas ce chiffre, ni ce que contiennent les fûts. Ses collègues non plus. Personne ne vient le leur dire. Tout juste aperçoivent-ils des combinaisons blanches en train d'évacuer un mystérieux stock. C'est du pentasulfure de phosphore, une substance hautement inflammable qui pourrait exploser au contact de l'eau.

Manuel

À environ 1 kilomètre de là, Manuel se réveille – il est un peu insomniaque. Sur son téléphone intelligent, il fait machinalement glisser ses actualités Facebook et arrête son doigt sur un post signalant l'incendie. Une *fake news*? Un tweet et une vidéo postées par un journaliste de *Normandie actu* confirment l'information. Ex-nettoyeur pour la société de traitement de déchets Viam, sous-traitante de Lubrizol, Manuel s'est rendu sur le site à maintes reprises, il connaît les produits. Et c'est pas du propre. Il sort dans son jardin, s'étonne de l'absence de sirène. Manuel hésite, puis décide de ne pas réveiller sa femme. Pendant ce temps-là, Sam regarde les flammes monter à plus de 30 mètres de hauteur. L'eau de ses canons les fait monter encore plus. Le feu se répand en grosses vagues d'hydrocarbures dans les airs. Au-dessus des flammes, la température est de plus de 250 °C. Les 8 000 m² de la toiture en fibrociment volent en éclats. Une infinité de fibres d'amiante se dispersent ainsi dans le panache de fumée et partent saupoudrer les rues et les jardins de Rouen.

Pierre-André

Réveillé en urgence, Pierre-André, préfet de Seine-Maritime, réunit une « cellule de crise ». Comme Sam, il ne sait pas ce que contiennent tous ces fûts en feu. Pourvu qu'on ne soit pas en train de vivre un nouvel AZF, lorsqu'une explosion en 2001 avait soufflé les fenêtres d'un quart de Toulouse.

À **4h15**, c'est la panique. Les 2 000 m³ du réseau d'eau interne sont épuisés. Le feu continue d'avancer. Le capitaine des pompiers ordonne alors d'aller puiser sur les quatre poteaux de la voie publique les plus accessibles. Le fourgon-mousse demandé en urgence n'arrive

toujours pas, c'est pourtant le seul engin capable d'éteindre un feu d'hydrocarbures. Sam et son équipe se replient plusieurs fois sous les ordres du capitaine. Un peu à l'écart des flammes, un collègue est soudain pris de vomissements.

Charlotte

À cet instant si frappant de ressemblance avec le premier épisode de la série télé *Chernobyl*, Charlotte, la maire du Petit-Quevilly, ville qui jouxte le terrain de Lubrizol au sud, est enfin appelée, près de deux heures après le départ de flammes. À **4h50**, Pierre-André publie un tweet. Au moins, on ne pourra pas lui reprocher de ne pas avoir prévenu la population.

Zoé

Pas de chance, Zoé, son mari, son chien et ses enfants ne suivent pas le compte Twitter de la préfecture. La famille a été réveillée par les tremblements des murs. Iels montent précipitamment dans la voiture et fuient leur petite maison en brique, située à même pas 200 mètres de Lubrizol. À **5h15**, ça pète comme dans un film de guerre. Des boules de feu montent vers le ciel. Pierre-André fait partir le premier communiqué de presse de la préfecture, annonçant qu'«*un incendie frappe l'usine Lubrizol, classée à haut risque, sans faire de victimes. Bilan humain : zéro mort, zéro blessé et huit personnes hospitalisées, rentrées rapidement chez elles.*» Ordre et sérénité. Avec ce bilan, on croirait presque que tout est fini. Pourtant, derrière les grilles de l'usine, l'incendie progresse. Pierre-André vient de «*fixer une ligne stratégique claire*», comme il le dira plus tard au Sénat : il ne déclenchera pas l'alarme maintenant. Trop risqué : il imagine probablement des flots d'hommes et de femmes se jetant sur leurs voitures, des embouteillages et des accidents, des mouvements de foule entraînant des blessés et des mortes, potentiellement. Ou plutôt évidemment. Dans la tête du préfet, le fantasme d'une catastrophe future remplace celle en cours. Elle la fait presque disparaître.

Violette

À **5h40**, Violette observe les bidons partir comme des fusées devant sa caravane sur l'aire d'accueil des gens du voyage, à 500 mètres des flammes. Elle n'en croit pas ses yeux et a peur de mourir. Face à la

pénurie d'eau qui dure depuis plus d'une heure, un bateau arrive à **5h48** pour pomper celle de la Seine. À **6 heures**, Manuel sort de sa chambre et appelle son frère qui, lui, travaille toujours chez Viam, l'entreprise de nettoyage de produits chimiques, sous-traitante de Lubrizol. «*Fais attention, y a le feu là-bas, n'y va pas.*» Ce dernier n'a pas été contacté par sa boîte. A-t-elle seulement été mise au courant? **Onze minutes plus tard**, Charlotte, l'édile du Petit-Quevilly, voyant que le préfet se soucie d'elle comme d'une chaussette, fait déclencher son système d'alerte par téléphone et par SMS, auquel sont abonnés quelque 6 770 foyers, et prescrit le confinement sur un rayon de 500 mètres autour de l'usine. En sa qualité de «gens du voyage», Violette n'est pas considérée comme une habitante, bien qu'elle vive là depuis vingt-six ans. Elle ne reçoit donc pas de SMS et reste devant sa caravane à regarder le ciel.

Pascal

À **7h30**, Pascal, maraîcher, se tient au milieu de ses champs, à 40 kilomètres de Rouen. Des relents entêtants de fioul envahissent l'atmosphère. Un immense panache noir (22 kilomètres de long et 6 de large) obscurcit un ciel déjà pas très lumineux. Des coulures noires et visqueuses se forment sur les bâches de ses serres, sur lesquelles elles glissent avant de s'infiltrer dans le sol. Sur l'aire d'accueil des gens du voyage en face de Lubrizol, une mouette toute noire se débat pour sortir du nuage, ça fait rire Violette qui décide, après presque cinq heures dans le froid, de retourner se coucher. Manuel a rendez-vous au consulat portugais pour faire des papiers pour sa mère. Il décide d'y aller et passe le trajet à répondre aux nombreux appels de voisins et amis qui connaissent son expérience et savent qu'il a été formé aux risques chimiques. Le voilà qui distribue donc les instructions : surtout, rester confiné·e. Lui restera dehors ; il a des choses à faire.

Toujours à **7h30**, manifestement une heure à laquelle beaucoup de choses se passent, Charlotte, au Petit-Quevilly, fait fermer toutes les écoles. **Quinze minutes plus tard**, les sirènes retentissent enfin dans la ville. Pierre-André s'est dit que c'était le bon moment, cinq heures après le début de l'incendie. Puis elles sont déclenchées entre **8 heures et 8h10** à Rouen. Le journaliste de *Normandie actu* qui avait

diffusé les premières images du feu publie une nouvelle vidéo laissant entendre les sirènes : il sera visionné plus de 55 000 fois. Toujours aucune nouvelle du fourgon-mousse. C'est le bazar dans les écoles. Certaines ferment, d'autres accueillent puis demandent aux enfants d'envoyer des SMS aux parents pour qu'ils viennent les chercher et que tout le monde puisse rentrer chez soi.

Jeanne

Jeanne, qui a accouché il y a dix jours, décide de fuir la ville. Dans la voiture, elle panique. L'odeur est intenable, or on ne peut pas boucher le nez des bébés. Alors Jeanne presse très fort son nourrisson contre elle, le temps du trajet. Sur leur fil Twitter, les pompiers de Seine-Maritime préviennent : « *Une fumée saine n'existant pas, restez hors des fumées.* »

Christophe

Pendant ce temps, Christophe, conducteur de bus, voit un de ses responsables monter à bord : « *Il faut enlever ce masque, il est anxiogène pour la clientèle.* » Il refuse. Ce n'est qu'un masque à poussière, trouvé dans une boîte qui traînait au dépôt, Christophe a peur d'avoir un malaise au volant. « *C'est pas logique qu'on continue le service* », rétorque-t-il à son chef qui lui répond : « *Le préfet dit qu'il n'y a pas de toxicité aiguë.* » Grâce à une recherche sur Google, on apprend que l'adjectif « *aiguë* » signifie qu'il y a 50 % de probabilité de mourir. Cela veut-il dire qu'on n'a ce matin à Rouen que 49 % de chance de décéder ? ou 30 % ? Christophe continue à rouler toute la matinée. Il traverse le nuage avec son bus vide.

Jérôme

À **9 heures**, Jérôme aperçoit par la fenêtre sa mère au portail. Elle est venue pour le prévenir de ne pas sortir. Les voilà parties pour une folle matinée de cuisine, quelque chose qu'ils ne font jamais d'habitude.

À l'heure de la relève, Sam le pompier passe en camion devant l'aire d'accueil où habite Violette. C'est la première fois de sa carrière qu'il quitte un incendie en le laissant dans un état pire qu'au début de l'intervention. Vers **11 heures**, mieux vaut tard que jamais, le fourgon-mousse est arrivé ! Ça asperge à qui mieux mieux. À **11h10**, Pierre-

André fait fermer la N338, la N1338, le pont Gustave-Flaubert et l'autoroute A150 en direction de Rouen pour une durée indéterminée. À **11h57**, une dépêche AFP de niveau «flash», degré d'importance maximal dans la diffusion d'informations de l'agence, tombe : Jacques Chirac est mort. La nouvelle sature les unes des journaux du pays.

Un peu plus tard dans l'après-midi, Violette envoie sa nièce questionner les gendarmes qui sont venus se poster à quelques dizaines de mètres de l'aire d'accueil. Ils ne savent pas quoi dire et lui proposent de regarder BFM. Sur BFM, c'est Jacques Chirac à tous les âges. Le Premier ministre est venu faire un tour à Rouen, sans rien déclarer de bien intéressant. Pierre-André harcèle la direction de la multinationale Lubrizol, entreprise états-unienne appartenant au milliardaire Warren Buffet, au chiffre d'affaires de 6,8 milliards de dollars en 2018, pour obtenir la liste des produits qui ont cramé. La direction lui répond qu'elle n'a plus l'obligation légale de le faire depuis l'attentat terroriste contre un site industriel à Saint-Quentin-Fallavier (en Isère) en 2015.

À **16 heures**, il y a moins de bus que d'habitude, mais le réseau fonctionne encore. Près de 90 chauffeurs·ses, pris·es de malaises et de vomissements, ont fini par exercer leur droit de retrait face à une direction inflexible. Il n'y a *«aucun motif à faire valoir un mouvement de retrait»*, s'insurge Pierre-André à **16h25. Vingt-deux minutes plus tard**, la préfecture annonce des instructions pour les agriculteurs·rices dans une centaine de communes en Normandie et dans les Hauts-de-France : *«rentrer les animaux»*, *«sécuriser leur alimentation et abreuvement en les mettant à l'abri»* et *«suspendre les récoltes»*. À **21h04**, la préfecture prévient sur Twitter que *«des risques d'odeur»* persistent. Dix-sept prélèvements *«via des lingettes»* ont été réalisés par les pompiers et un cabinet privé, ils doivent être analysés par l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris). Celui-ci conclura que des dioxines ont pu être émises, *«comme dans tout incendie»*. *«On aurait été des rats, ça aurait été la même chose»*, soupire la voisine de Zoé, en serrant ses enfants dans ses bras.

Vendredi 27. Le bassin olympique extérieur de la piscine de l'île Lacroix est fermé. Des offres d'accueil aux Rouennais·es souhaitant quitter la ville pleuvent sur les réseaux sociaux. À **10h50**, l'émission *Ensemble c'est mieux* débute dans les locaux de France 3, situés en plein dans le panache. Le directeur choisit ce moment pour faire évacuer

les lieux. Il reçoit très vite un appel de Pierre-André, scandalisé par cette décision anxiogène. **À l'heure du déjeuner**, Violette sort de sa caravane et ouvre son congélateur qui se trouve dehors. C'est noir de suie. La mort dans l'âme, elle jette toutes ses provisions, il y en a pour des centaines d'euros.

Agnès

Agnès, la ministre de la Santé, bouscule les principes de sérénité du préfet et déclare que *«la ville est clairement polluée par les suies»*. Puis elle se fait taper sur les doigts. **À 18 heures**, le rappeur Joey Starr, de passage dans le coin pour une pièce de théâtre, poste une *story* sur son compte Instagram. Il n'est pas très «zoom zoom zang»: *«Ça fait deux jours que j'ai des nausées et je ne suis ni enceinte ni drogué, je suis juste à Rouen!»*

Samedi 28, le bassin olympique extérieur de la piscine de l'île Lacroix rouvre. **Dimanche 29**, il est toujours ouvert. **Lundi 30**, il ferme: *«Principe de précaution oblige, jusqu'au retour des analyses.»* De quoi rassurer celles et ceux qui s'y sont baigné·es ce week-end. Jeanne, qui a quitté la ville avec son bébé, est accueillie chez des ami·es à Caen. Elle appelle une copine enceinte, lui dit de la rejoindre, cette dernière lui fait des blagues: *«Attention, j'ai une oreille qui me pousse dans le dos.»* Jeanne a l'impression qu'on la prend pour une folle.

Mardi 1^{er} octobre est un grand jour. Pierre-André le préfet fait publier la liste des produits qui ont brûlé, que l'industriel lui a finalement communiquée. Il aura fallu six jours. Y apparaissent souvent, notamment, les catégories H304 («peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires») et H413 («peut être nocif à long terme pour les organismes aquatiques»). Neuf cents ordonnances d'analyses ont été établies pour les pompiers qui sont intervenus. Jérôme se rend au point de départ de la manifestation, devant le palais de justice. Entre 3 000 et 5 000 personnes sont là. «Rendez-nous notre air normalement pollué», peut-on lire sur une banderole. «Préfet, démission!», «Vérité et justice», sur d'autres. Ça part en manif sauvage, Jérôme scande: *«Aha! Anti! Anticapitaliste!»*

Mercredi 2, Agnès, la ministre de la Santé, affirme sur France Inter que tout va s'arranger, même si *«personne ne sait exactement ce que donnent ces produits mélangés lorsqu'ils brûlent»*. *«Ça forme un mélange absolu-*

ment dantesque, explique André Picot, un toxicologue connu, au *Parisien*, qui va forcément impacter la santé des enfants, des adultes et des futurs enfants. [...] Une grande partie de ces produits concernent la chimie du carbone. En combustion, ils génèrent différents produits, dont des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) et des dioxines, qui sont beaucoup plus dangereuses et en grande partie cancérigènes.» Sur France Info, la ministre de la Transition écologique, rame sérieusement face au journaliste : «Je ne suis pas capable de vous répondre. [...] Je n'ai pas connaissance de...» Il est si rare qu'un journaliste fasse son travail, elle n'était pas préparée.

Vendredi 4, le préfet se résout à annoncer ce qui ne l'avait pas encore été : aux 5 253 tonnes de produits chimiques consommées chez Lubrizol, il faut en ajouter des milliers d'autres qui étaient stockées dans les trois hangars mitoyens de Normandie Logistique, dont une partie étaient des produits de la firme états-unienne et n'avaient pas été déclarés.

Mardi 8, Jeanne se résout à rentrer à Rouen avec son bébé et son aîné. «Tiens maman, un bouquet de feuilles!» lui dit son fils tout content. «Lâche ça immédiatement!» lui répond-elle. À la maison, iels formulent de nouvelles règles : on ne boit plus l'eau du robinet, on nettoie l'intérieur à fond, on enlève les chaussures juste devant la porte. La mère de Jeanne est dévastée de devoir jeter les légumes qu'elle a cultivés avec amour dans son jardin. De son smartphone, elle envoie des photos de tomates magnifiques à sa fille et à son petit-fils, puis cuisine des coulis, plus encore que d'habitude, avant de les mettre tous à la poubelle.

Mercredi 9, Charlotte porte plainte contre X au nom de sa commune, Le Petit-Quevilly. Elle vient le dire sur France Bleu Normandie.

Corinne

Jedi 10, quatorze jours après la catastrophe, des perquisitions ont enfin lieu dans les locaux administratifs de Lubrizol et de Normandie Logistique. De son côté, Corinne, vingt-trois ans de boîte chez Lubrizol, comptable et depuis peu déléguée du personnel, sort du silence imposé par la firme dans une lettre à ses employé·es et scande sur Europe 1 : «Lubrizol est une famille, il faut le savoir, Lubrizol est une famille.» Il faut dire que les salarié·es du leader mondial des lubrifiants industriels sont les mieux payé·es du secteur. Manuel, l'ex-nettoyeur, rédige

avec ses ami·es les statuts de leur association, prolongement du «Collectif Lubrizol», une page Facebook ouverte le jour de l'incendie qui réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes. Jeanne continue d'allaiter son nouveau-né, tout en sachant que l'institut qui collecte le lait pour les prématurés a décidé de ne plus accepter celui des femmes rouennaises. Comme les dioxines se fixent dans la graisse, elle a quasiment arrêté de consommer du lait, des fromages et de la viande locale. Pierre-André n'explique toujours pas pourquoi la réserve d'eau obligatoire prescrite par la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) était quatre fois inférieure à la quantité nécessaire pour éteindre le feu.

Mercredi 16, des collègues de Sam le pompier apprennent que leurs bilans sanguins font apparaître des niveaux de transaminases trois fois supérieurs à la normale, signalant une agression du foie et des perturbations au niveau de la fonction rénale. **Vendredi 18**, la foire Saint-Romain, située en face de l'usine Lubrizol, sur l'autre rive de la Seine, ouvre ses portes. Violette part y faire un tour avec toute la smala. **Mardi 22**, le PDG de Lubrizol, est arrivé par avion pour déclarer à la commission d'enquête du Sénat qu'*«il n'y a aucune différence significative entre ce qui a été brûlé dans le feu et ce que l'on peut trouver dans l'incendie d'une maison»*. À la foire, deuxième plus grande fête foraine de France, c'est pas la grande foule.

Mardi 29, une information judiciaire est ouverte contre X pour sept chefs d'accusation. À cette date, 545 plaintes ont été déposées.

Frédéric

Vendredi 1^{er} novembre, Frédéric, le président de Lubrizol France, qui occupe aussi le poste stratégique de président du conseil de surveillance du Grand Port maritime de Rouen, entame les manœuvres. Il annonce vouloir le redémarrage de l'usine *«aussi rapidement que possible»*. Violette et ses voisin·es de l'aire d'accueil n'ont toujours pas été relogé·es.

Mercredi 13, Frédéric en remet une couche : *«Nous sommes un gros contributeur fiscal pour la métropole de Rouen.»* Ce n'est pas faux : d'après le journaliste Manuel Sanson, *«Lubrizol abonde grassement au budget de la*

Métropole Rouen Normandie, au titre de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ou de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). [...] Lubrizol se classe comme le huitième plus gros contribuable pour la première taxe et le quatrième pour la seconde.» Ça fait 3 millions d'euros d'impôts versés chaque année à la Métropole.

Lundi 18, l'engin télécommandé continue de déplacer 1 300 fûts «dégradés» dont 160 «à risque», contenant un agent chimique qui peut dégager de l'hydrogène sulfuré. «Des vaporisateurs d'eau installés autour de la tente pourront intercepter d'éventuelles molécules odorantes résiduelles», avait rassuré Pierre-André en conférence de presse. Sur la page «Collectif Lubrizol», les riverain·es sont nombreux·ses à témoigner des effluves nauséabonds. Pierre-André ne sait pas si les émanations de gaz font l'objet d'une analyse. C'est très technique, demandez à la Dreal, dit-il en substance à la rapporteuse du Sénat.

Mardi 3 décembre, la Dreal se met ainsi au garde-à-vous : elle donne son feu vert pour la réouverture. **Mardi 10**, le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst) vote à une très large majorité pour une reprise partielle de la production. Le Coderst est, pour près de la moitié, constitué de représentants de divers services de l'État, qui votent comme le préfet, tout simplement. **Vendredi 13** dans l'après-midi, Pierre-André signe l'arrêté de réouverture. Dans la nuit, la production d'additifs de viscosité, destinés aux lubrifiants pour moteurs, redémarre (mais pas celle de composants de base, notamment les antioxydants et les anti-dispersants). Des canons à mousse flambant neufs ont été installés.

Cancer : l'art de ne pas regarder une épidémie

Celia Izoard

Comment se fait-il que, dans une société fondée sur le traitement de l'information et la collecte de données, il soit si difficile d'expliquer la multiplication effrénée de certains cancers ? Célia Izoard en appelle à une refonte des méthodes épidémiologiques pour enfin reconnaître l'impact de la pollution sur la santé.

Voilà un fait étonnant : on ne sait pas combien de cancers surviennent en France chaque année. Ce chiffre n'existe pas, il n'a pas été produit. On ne sait pas exactement combien de cancers surviennent, on ne sait pas où ils surviennent. Quand Santé publique France, l'agence de veille sanitaire, annonce, par exemple, 346 000 cas de cancers pour l'année 2015, il s'agit d'une estimation réalisée à partir des registres des cancers, qui couvrent entre 19 et 22 départements selon le cancer étudié, soit 22 % de la population. « Cette méthodologie, précise le dernier bilan publié en 2019, repose sur l'hypothèse que la zone géographique constituée par les registres est représentative de la France métropolitaine en termes d'incidence des cancers¹. »

Pourtant, le Tarn, l'Hérault ou le Finistère, couverts par des registres, sont des départements relativement épargnés par l'urbanisation

1 « Estimations nationales de l'incidence et de la mortalité par cancer en France métropolitaine entre 1990 et 2018 : étude à partir des registres des cancers du réseau Francim – Synthèse », Gautier Defossez et autres, éd. Santé publique France, février 2019.

et l'industrie. En revanche, les cancers dans certaines des principales métropoles du pays, comme Paris, Marseille et Toulouse, ne sont pas décomptés. Et comme le montre une enquête de Viviane Thivent pour *Le Monde*, les départements les plus concernés par les sites Seveso ne sont pas non plus couverts par les registres : la Moselle (43 sites «Seveso seuil haut»), la Seine-Maritime (47), les Bouches-du-Rhône (44)². Un complot ? Non. La simple démonstration du fait que connaître l'impact des pollutions urbaines et industrielles n'a pas figuré jusqu'ici au premier rang des préoccupations des épidémiologistes.

«*Historiquement, la mise en place des registres des cancers correspond à des initiatives locales isolées*», justifie le professeur Gautier Defossez, responsable du registre des cancers du Poitou-Charentes. «*Elles ont ensuite été coordonnées par un comité national des registres. La surveillance des zones industrielles et urbanisées est d'intérêt, seulement nous n'en avons pas les moyens.*» Question naïve : étant donné que la quasi-totalité des soins liés aux cancers est prise en charge par l'Assurance-maladie, pourquoi n'est-il pas possible de travailler à partir de ses chiffres ? «*Cela nécessiterait de changer la méthodologie, car les registres différencient plus finement les types de cancer que les bases de données de l'Assurance-maladie. Surtout, ce sont des données sensibles auxquelles nous n'avons pas accès*», déplore Gautier Defossez. Des obstacles qui laissent songeur, dans une société de l'information où l'on donne sa date de naissance et son adresse personnelle quand on s'achète une boîte de Doliprane en pharmacie, où le moindre clic est enregistré dans des bases de données, absorbé dans des statistiques et mouliné par des algorithmes, où toutes les conversations téléphoniques peuvent être localisées et enregistrées à des fins de surveillance policière.

Dans un tel monde, il ne serait pas absurde de supposer l'existence d'une cellule de veille sanitaire dotée des moyens de cartographier presque en temps réel les cas de cancers recensés au moyen des fichiers des hôpitaux, voire même signalés par un numéro vert. Si un taux anormal de telle ou telle tumeur apparaissait dans un lieu donné, par exemple – à tout hasard – autour d'une usine d'engrais ou d'une centrale nucléaire, une zone de la carte se mettrait à clignoter... Visible-

2 «En France, le décompte des cas de cancer n'est effectué que pour 22 % de la population», *Le Monde*, 22 janvier 2019.

ment, un tel dispositif pourrait intéresser du monde. Entre 2010 et 2015, Santé publique France a reçu une cinquantaine de signalements de taux de cancers anormaux dans des zones industrielles ou agricoles, comme dans l'Aube, près de Soulaïnes-Dhuys, où l'on observe une véritable épidémie de cancers du poumon, du pancréas et de leucémies à proximité d'un centre de stockage de déchets nucléaires³...

Surtout, les estimations des taux de cancer dont on dispose devraient nous inciter d'urgence à nous intéresser à l'impact de notre environnement dégradé. Selon Santé publique France, entre 1990 et 2018, donc en près de trente ans, l'incidence – le nombre de nouveaux cas de cancers sur une année – a augmenté de 65 % chez l'homme et de 93 % chez la femme. Est-ce uniquement parce que la population augmente et vieillit, comme on l'entend souvent ? Non ! Pour 6 % chez l'homme et pour 45 % chez la femme, cette tendance n'est pas attribuable à la démographie⁴. Certains cancers sont en recul, comme le cancer de l'estomac, grâce au traitement de la bactérie *Helicobacter pylori* et, en gros, à la généralisation des frigos⁵, de même que les cancers du larynx, du pharynx, de la lèvre et de la bouche, en grande partie grâce aux campagnes de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. En revanche, les cancers de l'intestin, du poumon, du pancréas augmentent chaque année en moyenne de 2 à 5 % depuis trente ans. Chez les hommes, les cancers de la prostate et des testicules augmentent de plus de 2 % par an. Chez les femmes, les cancers du foie, de l'anus et du pancréas ont bondi de plus de 3 % par an en moyenne depuis 1990. Pour les deux sexes, les cancers de la thyroïde ont augmenté de 4,4 % par an. Petite précision : 4,4 % par an, c'est beaucoup, puisque cela représente une hausse de 234 % en 28 ans.

3 «En France, le décompte des cas de cancer n'est effectué que pour 22 % de la population», art. cité. Voir aussi les vidéos sur la chaîne YouTube du collectif «Trop – Pourquoi trop de cancers autour de Soulaïnes ?», exemples d'épidémiologie populaire qui met en cause l'industrie nucléaire.

4 «Estimations nationales de l'incidence et de la mortalité par cancer en France métropolitaine entre 1990 et 2018», étude citée.

5 Les cancers de l'estomac sont liés à une alimentation fumée et salée, des moyens de conservation moins utilisés aujourd'hui.

Pourquoi le cancer du sein a-t-il progressé de 99 % en vingt-trois ans ?

Comment expliquer des progressions aussi spectaculaires ? Dans un petit livre pédagogique, le toxicologue André Cicolella s'est employé à éclaircir la question en s'arrêtant sur le cancer du sein, dont une Française sur huit sera atteinte au cours de sa vie⁶. Entre 1990 et 2013, son incidence dans le monde a progressé de 99 %, dont 38 % seulement en raison du vieillissement de la population. Cette hausse serait-elle un simple effet du dépistage, lié au fait qu'on détecte mieux les tumeurs ? En France, le dépistage généralisé n'a commencé qu'en 2004, alors que la maladie progresse depuis 1950. Par ailleurs, les pays où le dépistage est systématique (comme la Suède) ne sont pas ceux où l'incidence est la plus haute. Il s'agit donc d'une véritable épidémie, au sens originel d'*epi-demos*, une maladie qui « circule dans la population », quoique non contagieuse, et même d'une pandémie, puisqu'elle s'étend au monde entier. Si l'on s'en tient aux chiffres produits par les États, le pays le plus touché serait la Belgique, avec 111,9 cas pour 100 000 femmes par an (contre 89,7 pour la France). Utilisant des taux qui prennent en compte les disparités démographiques comme celle du vieillissement, Cicolella compare méthodiquement cette situation avec celle du Bhoutan, un pays de taille comparable, dont le système de santé est gratuit et fiable. L'incidence du cancer du sein y est la plus faible au monde : 4,6 cas pour 100 000 femmes.

Des différences génétiques entre populations peuvent-elles expliquer de telles disparités ? Non, nous dit le toxicologue. Plusieurs études montrent que « *les femmes qui migrent d'un pays à l'autre adoptent rapidement le même taux que celui de leurs nouvelles concitoyennes* ». En une génération, le taux de cancer du sein des migrantes sud-coréennes aux États-Unis a doublé, de même que celui des migrantes iraniennes au Canada rattrape celui des Canadiennes, etc.

Bien plutôt, conclut Cicolella, le Bhoutan se distingue de la Belgique en ce que ce dernier, jamais colonisé, n'a pas connu de « *révolution industrielle, pas de révolution verte à base de pesticides non plus, pas de pollution urbaine* » et a gardé longtemps un mode de vie traditionnel. Le cancer

6 *Cancer du sein. En finir avec l'épidémie*, éd. Les Petits Matins, 2016.

du sein, pour l'immense majorité des cas, est donc le fruit d'un système industriel. Causes environnementales suspectées ou avérées : les traitements hormonaux (pilule y comprise), les champs électromagnétiques, la radioactivité, les perturbateurs endocriniens (pesticides, additifs, dioxines, bisphénol, tabac, etc.) et d'autres produits issus de la chimie (benzène, PVC, solvants, etc.).

Les « mauvaises habitudes de vie »

Vous avez trois minutes devant vous ? Le cancer vous préoccupe ? Alors rendez-vous sur le site Internet de l'Institut national du cancer (Inca) pour faire le quiz « Prévention cancers : 3 minutes pour faire le point ». Bilan personnel : en cliquant sur les pastilles rouges assorties d'un point d'exclamation, j'apprends que ma consommation d'alcool, associée à une faible activité physique, m'expose à un sur-risque de cancer du sein. Pour ne pas me décourager, l'Inca annonce en gros titre que « 41 % des cancers peuvent être prévenus en changeant son mode de vie » : « En 2015, en France, 142 000 nouveaux cas de cancer seraient attribuables à des facteurs de risque modifiables⁷ ». L'Institut publie l'essentiel des faits et chiffres des cancers en France », Institut national du cancer, 4 février 2019 (e-cancer.fr). » L'importance respective de ces « facteurs de risque modifiables » est illustrée par un joli diagramme échelonnant divers facteurs de risque au premier rang desquels figurent le tabac (19,8 %), l'alcool (8 %) et la qualité de l'alimentation (consommation ou non de viande rouge, fruits, fibres, etc. – 5,4 %). Tout en bas du diagramme figurent les « substances chimiques de l'environnement », qui ne seraient responsables que de 0,1 % des cancers. Pour parachever ce qui a tout l'air d'une démonstration, suit un autre gros titre : « Croyance : plus de cancers attribués à la pollution qu'à l'alcool ». Cette dénonciation de l'ignorance populaire est assortie d'un sondage : « En 2015, plus des deux tiers des Français pensaient que « la pollution provoque plus de cancers que l'alcool », alors que [...] la pollution de l'air extérieur est responsable de moins de 1 % des nouveaux cas de cancers dus à des facteurs de risque modifiables. »

7 « L'Institut publie l'essentiel des faits et chiffres des cancers en France », Institut national du cancer, 4 février 2019 (e-cancer.fr).

Tout d'abord, arrêtons-nous sur cette formule : n'est-il pas étonnant que la « pollution » soit ici résumée à « *la pollution de l'air extérieur* » ? Qu'en est-il des pesticides, des nanoparticules, des perturbateurs endocriniens, des phtalates, des métaux lourds que nous ingurgitons à travers les aliments, l'eau, les cosmétiques et les textiles ? des expositions professionnelles à toutes sortes de produits cancérigènes probables, possibles ou avérés dont aucun n'est interdit, sauf l'amiante ? Il suffit de se reporter au diagramme pour voir que diverses sources de pollutions y sont séparées en autant de facteurs de risque induisant, chacune, de très faibles pourcentages de cas de cancers. Un découpage pour le moins arbitraire. En effet, la catégorie « *substances chimiques de l'environnement* » pourrait très facilement recouvrir un grand nombre de cancers attribués à l'obésité et au surpoids, eux-mêmes en partie causés par les additifs alimentaires, les pesticides, les perturbateurs endocriniens⁸... Elle pourrait aussi absorber en partie les cases « *expositions professionnelles* », « *radiations ionisantes* ». En s'amusant à redécouper ces catégories, on obtiendrait un taux à deux chiffres, et la pollution deviendrait l'une des principales causes de l'épidémie de cancers actuelle – de quoi démontrer que la croyance du bas peuple n'est pas tout à fait dénuée de fondement...

D'autres biais importants conduisent les épidémiologistes à sous-estimer l'impact de la pollution dans l'incidence du cancer. Ainsi le diagramme mentionné, est-il précisé, ne prend en compte que des facteurs de risque et des localisations de cancer associés pour lesquels le lien de causalité est déjà scientifiquement bien établi, comme le benzène pour les leucémies, l'amiante pour les cancers du poumon. Mais s'il serait déjà impossible d'évaluer expérimentalement la nocivité des 248 055 substances chimiques dûment enregistrées et réglementées à ce jour, et encore moins leurs effets combinés, que dire des... 35 millions de substances chimiques différentes qui sont aujourd'hui commercialisées⁹ ?

8 Sur le lien entre pollution chimique et obésité, voir l'excellente synthèse de Fabrice Nicolino, *Un empoisonnement universel*, éd. Les liens qui libèrent, 2014, p. 275-280.

9 Ces chiffres très officiels sont cités dans *Un empoisonnement universel*, ouvr. cité, p. 406.

Par ailleurs, que signifie «substance cancérigène»? «*Traditionnellement, on ne considère une substance comme cancérigène que si elle provoque par elle-même des cellules cancéreuses*, explique André Cicoella. *Or la biologie du cancer a progressé: on sait maintenant que de nombreuses substances interviennent dans les très nombreux mécanismes du micro-environnement de la tumeur. Par exemple, le bisphénol A et certains fongicides favorisent la vascularisation des cellules cancéreuses.*» Cela n'est pas pris en compte dans les estimations présentées au public.

Qu'est-ce qu'un «cancer évitable»?

Au-delà d'un problème de déontologie, qui tient au fait de marteler comme des faits scientifiques des affirmations biaisées, cette approche traduit surtout une stratégie de santé publique : lutter contre le cancer en appelant chacun à modifier son comportement. Ce n'est pas forcément une mauvaise idée, comme le montre la baisse d'incidence de certains cancers liés au tabagisme chez l'homme. Il est bien légitime que les politiques de santé publique incitent les gens à ne pas fumer, boire modérément, faire du sport et manger des légumes. Le problème vient de cette manière de s'adresser à tout un chacun en tant qu'*Homo hygienicus* en négligeant de penser la question sanitaire en termes de justice sociale. Nous sommes loin d'être égaux et égales face à ces facteurs de risque. Manger bio coûte plus cher. Une équipe de l'Inserm est même parvenue à mesurer que la fréquentation des supermarchés discount faisait grossir, compte tenu de la faible qualité de produits bourrés d'additifs, de sucre, etc. La possibilité de pratiquer un sport reste un privilège pour les familles surmenées par la précarisation galopante de l'emploi. Bref, la notion de «comportement» recouvre un faisceau de déterminismes sociaux, ce qui aboutit à culpabiliser les classes populaires avec leurs prétendues «mauvaises habitudes» qui leur sont largement imposées – ne serait-ce que par un cadre de vie dans lequel on tombe plus facilement sur un Burger King que sur un petit marché de producteurs bio. Ensuite, la stratégie présentant les mauvaises habitudes de vie comme responsables du cancer présente l'inconvénient – ou l'avantage, c'est selon – de dédouaner les industriels des expositions aux substances cancérigènes qu'ils déversent massivement dans

l'environnement depuis plusieurs décennies. Dans le même temps, elle dédouane les pouvoirs publics de leur inaction face à cette pollution.

Le concept de «cancer évitable» est emblématique de cette approche de santé publique d'inspiration néolibérale. Pourquoi un cancer évitable ne serait-il pas un cancer que les pouvoirs publics pourraient éviter en prenant les mesures les plus directes? On pourrait par exemple considérer qu'il est plus facile et plus direct d'agir sur l'exposition massive aux pesticides, qui n'a pas plus de cinquante ans, que sur la consommation d'alcool, une tradition pas fantastique sur le plan sanitaire, mais plurimillénaire et profondément ancrée dans les usages. Plus généralement, n'est-il pas plus efficace d'agir sur la pratique de quelques dizaines d'industriels – par exemple en interdisant la commercialisation d'un produit mis en cause par un nombre d'études suffisant – que sur celle de 67 millions d'individus aux marges de manœuvre très inégales?

«Les enfants ont le cancer, ils n'ont ni bu, ni fumé»

En août 2019, dans la salle d'attente du CHU de Rouen où sa fille de 5 ans est soignée pour un neuroblastome¹⁰, Charlène Bachelet a discuté avec une autre maman, qui vit dans la commune d'à côté, en bord de Seine, et dont l'enfant est lui aussi atteint d'un cancer. Au fil d'une petite enquête, elles ont dénombré, dans un rayon de dix kilomètres autour de leur domicile respectif d'Igoville, notamment dans la commune voisine de Pont-de-l'Arche, en bord de Seine, une dizaine de cas d'enfants atteints, pour la plupart, de cancers du sang – soit un taux 100 fois supérieur au nombre de cas attendus¹¹. Pendant que l'enquête ouverte par l'agence régionale de santé et Santé publique France suit son cours, Charlène Bachelet, policière municipale, a mûri quelques hypothèses: «*Nous, on n'est vraiment pas bio dans la famille, mais certains enfants malades mangent bio depuis leur naissance. Nos habitudes de vie*

10 Tumeur maligne extracérébrale du système nerveux.

11 L'affaire est révélée dans une série d'articles par Thomas Dubois, reporter à *Paris-Normandie*, à l'automne 2019.

sont très différentes. Par contre, on a presque tous un petit potager, et dans le voisinage immédiat, on a une grosse usine de pâte à papier, une usine de métallurgie et une usine de produits vétérinaires.»

Des histoires semblables, il y en a dans toute la France. Dans des communes limitrophes du Haut-Jura, dix enfants de 6 mois à 13 ans ont des cancers, apprenait-on en novembre dernier¹²; de même en Loire-Atlantique, dans le voisinage de Sainte-Pazanne, où, depuis 2015, 17 cas ont été recensés dans la même zone. Un questionnaire de 47 pages a été soumis aux parents, une batterie de prélèvements a été effectuée dans l'école et autour d'un ancien site industriel voisin. Mais une fois écartée la présence d'une source de toxicité aiguë, l'enquête s'est arrêtée en novembre 2019. Conclusion : il s'agirait d'un «regroupement spatio-temporel sans cause commune identifiée¹³ « Communiqué de presse », agence régionale de santé, préfecture de région Pays de la Loire et Santé publique France, 19 novembre 2019. ». En d'autres termes, il y a bien un taux anormal de cancers, mais l'agence régionale de santé n'a rien trouvé pour l'expliquer.

Les raisons de méthodologie sont invoquées par Jacqueline Clavel, épidémiologiste à l'Inserm et responsable du registre des cancers de l'enfant, contactée par téléphone. «Santé publique France assure qu'on ne peut pas faire d'études épidémiologiques à partir de regroupements de cas à l'échelle des communes, pour des raisons de méthodologie¹⁴ », s'insurge Marie Thibaud, mère d'un enfant malade à Sainte-Pazanne et thérapeute familiale. «Mais si elle ne peut pas le faire, qui peut? Ils auraient pu aller voir quels produits sont utilisés dans les cultures agricoles aux alentours, s'intéresser aux effets cocktail. Les enfants ont le cancer, ils n'ont ni bu ni fumé, il y a forcément des causes

12 «Cancers d'enfants anormalement élevés dans le Haut-Jura: des communes abasourdis par la nouvelle», V. Hirson et autres, 14 novembre 2019; et «Cancers pédiatriques dans le Haut-Jura: "C'est inquiétant, on se pose plein de questions"», Sophie Courageot, 15 novembre 2019, articles disponibles sur *France Info* (france3-regions.francetvinfo.fr).

13 «Communiqué de presse», agence régionale de santé, préfecture de région Pays de la Loire et Santé publique France, 19 novembre 2019.

14 Les raisons de méthodologie sont invoquées par Jacqueline Clavel, épidémiologiste à l'Inserm et responsable du registre des cancers de l'enfant, contactée par téléphone.

environnementales.» Face à ce qu'elle résume comme «*une volonté de ne pas chercher et de ne pas trouver*», Marie Thibaud a créé avec une trentaine de parents le collectif Stop aux cancers de nos enfants. Ils ont lancé une collecte sur Internet pour financer des analyses de l'environnement et des prélèvements sur les cheveux d'une vingtaine d'enfants, afin d'y tester la présence de 1 800 polluants organiques et 36 métaux toxiques¹⁵.

En Europe, au cours des trente dernières années, les cancers de l'enfant ont augmenté de 1 à 2 % par an. En France, on recense 2 500 cas chaque année, 500 enfants en meurent. «*500 enfants par an ! Vous imaginez, si un accident de bus tuait chaque mois quarante enfants ?*» interroge André Cicolella. *Le problème serait pris au sérieux !*» Mais «*tout se passe comme si, dans les esprits, la priorité en termes de gravité et d'urgence était par principe liée aux risques infectieux, comme si la contamination chimique était par nature incertaine quant à ses effets sanitaires*¹⁶». On pense à l'émoi que déclenche chaque année l'apparition de foyers de rougeole, qui donnent lieu à une surveillance systématique département par département et à une mobilisation générale des services de santé. Depuis 2008, en France, la rougeole a causé... 17 morts. Pour le toxicologue, l'augmentation des cancers de l'enfant, preuve accablante de la dégradation de nos milieux de vie, justifie d'urgence une vraie refonte des méthodes. «*Le système dysfonctionne, parce qu'on se cantonne à l'épidémiologie, alors qu'il faudrait développer une vraie "expologie", une science de l'exposition aux polluants, croisée à une approche toxicologique et épidémiologique. Il faut aussi cesser d'aligner l'action publique sur les exigences de production de la vérité scientifique. Dans le domaine de la science, il est sain d'entretenir le doute et de ne jamais considérer un résultat comme définitif. Dans le domaine de la santé publique, c'est désastreux. Il faut agir à partir du moment où on a un certain niveau de probabilité.*» Dans bien des cas, c'est maintenant.

15 «L'introuvable explication des cancers pédiatriques en France», Patricia Jolly, *Le Monde*, 4 février 2020. Voir aussi la page du collectif Stop aux cancers de nos enfants sur Papayoux-solidarite.com.

16 Cancer du sein, ouvr. cité, p. 100.

Sommaire du n° 13 de la revue Z :

Analyse / L'effet Lubrizol. Notes sur le déni et les catastrophes programmées
Infographie / Une fumée «toxique mais pas trop»
Podium / Grand concours des catastrophes pétrochimiques. La sélection de la rédaction

QUAND LE CIEL S'OBSCURCIT

Carte / Rouen, so Seveso. D'une rive à l'autre, brises toxiques et vents de révolte
Récit / 2h40. Onze semaines d'enfumage made in Lubrizol
Témoignage / «Je signale avec des post-it les débris d'amiante dans la rue».
Florence, en guerre contre l'inaction de la préfecture
Témoignage / «Nous, on prend soin du sol tous les jours». Pascal Hénache, cultivateur bio touché par le nuage de l'incendie de Lubrizol
Enquête / Circulez, y a rien à sentir! Forces et faiblesses du champ de bataille olfactif
Jeu / Les doigts dans le nez. Mais à qui sont ces odeurs?
Reportage / Quand la prison suffoque. Détenu·es et avocat·es en lutte contre le système pénitentiaire

GOUVERNER UN MONDE TOXIQUE

Histoire / La fabrique de l'impunité industrielle. Comment l'économie est devenue plus importante que la santé
Reportage / Faillir avoir disparu (deux fois). Une commune libre dans le port autonome du Havre
Entretien / «C'est la réaction des populations qui intéresse l'État en premier lieu».
Renaud Bécot, historien, étudie les rapports entre les hauts fonctionnaires et les industriels
Reportage / Le blanchiment des terres. Les pollutions s'arrêtent-elles aux frontières des écoquartiers?
Guide pratique / Conseils de Total à Lubrizol et aux autres. Vingt ans après, les leçons d'AZF Toulouse
Enquête / CANCER. L'art de ne pas regarder une épidémie
Analyse / Si vous allez mourir, tapez étoile. Lutter pour faire reconnaître les cancers professionnels
Témoignage / «Ils ont improvisé un hôpital dans la cantine du dépôt». Frédéric, conducteur de bus et secrétaire CGT

QU'EST-CE QU'ON FABRIQUE?

Récit / Comme si on domptait les machines. Pourquoi je suis resté quarante-deux ans à l'usine
Reportage / La promenade des engrais. Une production nocive sur toute la chaîne
Carte / Du Havre à Paris. L'industrie n'est pas un long fleuve tranquille

Infographie / En France, on n'a pas de pétrole, mais on a du plastique
Entretien / «Si le Code du travail était respecté, on éviterait des centaines de morts
par an». Gérald Le Corre, inspecteur du travail, syndicaliste CGT et militant
du NPA

Témoignage / «“Ces huiles-là, on pourrait presque les boire”, a dit mon
directeur». Francis, salarié placardisé

Témoignage / «J'ai exercé mon droit de retrait, ils m'ont viré». Fred, ex-
intérimaire chez Normandie Logistique

Témoignage / «Les sous-traitants sont là pour mettre leurs bottes dans la merde».
Miguel, contrôleur d'usines

AIRES D'ACCUEIL, TERRAINS HOSTILES

Reportage / L'usine brûle et les caravanes restent. L'assignation des «gens du
voyage» aux zones toxiques

Témoignage / «Sur l'aire, je voyage...». Victoria, habitante sans droit ni titre

Témoignage / «Notre terrain, ils l'ont fait sur un volcan». Violette et Samuel, de
l'aire du Petit-Quevilly

Enquête / Sédentariser les «Nomades». Du camp de Darnétal à l'aire du Petit-
Quevilly, une histoire normande

Table ronde / «“Lavez bien les enfants”, ont dit les policiers». Des Voyageuses de
Rouen en première ligne

Entretien / Les «travelling communities» s'organisent contre la précarité. Mitch
Miller, dessinateur et activiste forain de Glasgow

GILETS JAUNES, LA RÉVOLTE AU GRAND JOUR

Chronologie / En actes. Novembre 2018 – Janvier 2020

Témoignages / Des palettes contre des palais

ET AUSSI

Table ronde / Prendre la rue en contexte autoritaire. Algérie, Chili, Hong Kong :
révoltes croisées

Récit / Ce matin, Kalfa a disparu. Journal inquiet et déterminé contre les centres
de rétention administrative

Souvenir / Ni nuk ni maître. Un camp féministe et antinucléaire contre
l'enfouissement des déchets

Portfolio / Dans les rues de Rouen

Reportage / Ils font plier Adoma. Quand les résidents du foyer Senghor gagnent la
bataille des cuisines

Reportage / «Mon HP va craquer». Des «blouses noires» contre l'hôpital-
entreprise

Outils / Médias rouennais

Mini-dossier / L'uranium de la Françafrique. Voyage au pays des dunes et des
becquerels

En prévision de la discussion avec les rédactrices de la revue Z le mardi 22 septembre à 19h à Pôle Sud (Lausanne), cette brochure réunit l'éditorial et deux articles extraits du numéro dont il sera question.

«L'événement a eu lieu à Rouen, le 26 septembre 2019, et il y avait de la fumée noire. Est-ce un accident grave? Pas sûr. A-t-il pollué l'eau et les terres? Les études le diront. A-t-il intoxiqué les Rouennais·es? Cela reste à prouver. L'industriel en est-il responsable? En tout cas, il s'excuse pour le désagrément.»

Organisation: ROC, CIRA et Cantine autogérée

- Édito: «fumées noires et gilets jaunes» - *Revue Z*
- 2h40. Onze semaines d'enfumage made in Lubrizol - *Naike Desquesnes*
- Cancer: l'art de ne pas regarder une épidémie - *Celia Izoard*

Image de couverture : gravure extraite du recueil La ville de Frans Masereel (1925).

CIRA
Centre international de recherches sur l'anarchisme
Avenue de Beaumont 24 | 1012 Lausanne
arrêt M2 CHUV | www.cira.ch

